

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Acheteur

Direction régionale et interdépartementale de l'environnement,
de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT IF)
Direction des routes d'Île-de-France (DiRIF).

Représentant de l'acheteur (RA)

Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des
transports d'Île-de-France (DRIEAT IF)
Représentée par Madame la directrice régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des transports en vertu de l'arrêté de
délégation de Monsieur le préfet de la Région Ile-de-France n°IDF 2023-04-19-
00003 du 19 avril 2023

Objet du marché

**Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour le marché de conception-réalisation relatif à
la réfection de l'étanchéité et le remplacement des appareils d'appui du viaduc de
Saint-Cloud sur la A13**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

Pages

ARTICLE 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
1.1. Contexte du marché	4
1.2. Objet du marché	4
1.3. Contenu de la mission d'AMO – Prestations objet du marché	6
1.4. Fonctionnement général de l'accord-cadre	7
1.5. Lieux d'exécution	7
1.6. Décomposition en tranches et en lots	8
1.7. Représentation de l'acheteur	8
1.8. Notification des décisions	11
1.9. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel	12
1.10. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail	13
1.11. Responsabilités et Assurances	15
1.12. Réalisation de prestations similaires	15
1.13. Clauses sociales et environnementales	15
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE.....	17
2.1. Pièces contractuelles de l'accord-cadre	17
2.2. Engagements unilatéraux du titulaire.....	17
2.3. Bons de commande	17
ARTICLE 3. AVANCE - PRIX – VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES	19
3.1. Avance	19
3.2. Contenu des prix - Règlement des comptes	19
3.3. Variation dans les prix	21
3.4. Paiement direct des sous-traitants	22
ARTICLE 4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE ET DELAIS D'EXECUTION – PENALITES, PIRMES ET RETENUES.....	23
4.1. Durée de l'accord-cadre	23
4.2. Délais d'exécution des bons de commande	23
4.3. Pénalités	24

4.4.	Primes.....	25
4.5.	Retenue de garantie.....	25
ARTICLE 5. EXECUTION DU MARCHÉ ET DES BONS DE COMMANDE.....		26
5.1.	Personnel et moyens du titulaire	26
5.2.	Relations avec le coordonnateur SPS.....	26
5.3.	Réunions.....	26
5.4.	Présentation des rendus	26
5.5.	Désignation de sous-traitants en cours de marché	27
5.6.	Ordres de services	28
ARTICLE 6. ACHÈVEMENT DES PRESTATIONS		29
6.1.	Arrêt en fin de phase	29
6.2.	Admission	29
6.3.	Réfaction	29
6.4.	Ajournement.....	29
6.5.	Rejet	29
ARTICLE 7. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE		30
7.1.	Définitions.....	30
7.2.	Régime des connaissances antérieures.....	30
7.3.	Régime des résultats.....	30
ARTICLE 8. RÉSILIATION.....		31
8.1.	Résiliation	31
8.2.	Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particulier.....	31
ARTICLE 9. LITIGE.....		31
ARTICLE 10. DÉROGATIONS AUX CCAG		32

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Dans la suite du présent document, l'acheteur est désigné « Maître d'ouvrage », et les termes « admissions » et « admises » sont substitués à ceux de « réceptions » et de « reçues » utilisés dans le CCAG Prestations Intellectuelles (dénommé CCAG PI dans le présent marché). En application de l'article L.2171-1 du Code de la Commande Publique.

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

1.1. Contexte du marché

La Direction des routes d'Île-de-France est un service déconcentré du ministère chargé des transports placé sous l'autorité de la Préfecture d'Île-de-France au sein de la DRIEAT.

Elle est le gestionnaire du réseau routier national non concédé en Île-de-France, composé de près de :

- 1 300 kilomètres de routes,
- 300 échangeurs,
- 25 tunnels de plus de 300 m représentant 48 km de voiries,
- 2000 ouvrages d'art (ponts, viaducs, tranchées couvertes, murs de soutènement, etc.).

Pour plus de précision concernant l'organisation territoriale de la DiRIF et le réseau routier géré, le site <https://www.dir.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/.fr> pourra utilement être consulté.

Les trois grandes missions de la DiRIF portent sont l'exploitation, l'entretien et la modernisation de son réseau routier. Au titre de ses activités d'entretien du réseau, la DiRIF assure, entre autres, la surveillance et l'entretien des différents ouvrages d'art, afin de garantir la pérennité de ces derniers.

1.2. Objet du marché

Le présent marché a pour objet de l'assistance technique, administrative, juridique et financière à maîtrise d'ouvrage, au sens de l'article L.2422-2 du Code de la commande publique (CCP), couvrant les phases d'études et de travaux de l'opération de la réfection de l'étanchéité et du remplacement des appareils d'appui du viaduc de Saint-Cloud sur la A13 (Ouvrage DiRIF n° 18012-1 et 90026-1)) situé dans le département des Hauts-de-Seine.

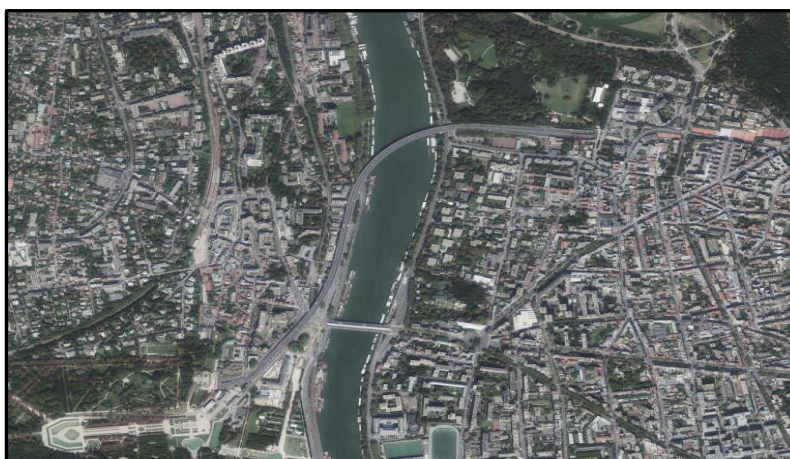
Le viaduc de Saint-Cloud, qui permet le franchissement de la Seine entre les communes de Saint-Cloud et de Boulogne-Billancourt, est un ouvrage en S de 1 100 m de longueur construit sur la période 1972-1974. Il s'agit d'un ouvrage de type ouvrage précontraint en voussoirs préfabriqués, présentant 16 travées de 20, 24 mètres à 101,75 mètres de longueur, dont 7 sont situées au-dessus de la seine.



Aperçu du viaduc de Saint-Cloud - Google Street View



Situation de l'ouvrage - Source : Google Maps



Vue aérienne du Viaduc de Saint-Cloud - Source : Geoportail

Les études d'Avant-Projet de Rénovation d'Ouvrage d'Art (APROA) de niveau avant-projet et de niveau projet et les travaux d'entretien spécialisé de cet ouvrage font l'objet d'un marché de conception-réalisation.

Le choix du recours à un marché de conception-réalisation est justifié d'une part par les dimensions exceptionnelles de l'ouvrage et de l'opération de réparation et d'entretien prévue, ainsi que par les contraintes inhérentes à la solution technique devant être mise en œuvre pour les travaux de réparation et d'entretien de cet ouvrage. En effet, les dimensions exceptionnelles du viaduc de Saint-Cloud, le classent de facto dans la catégorie des ouvrages d'art dits non-courant, à l'instar de l'opération de réparation et d'entretien prévu, qui consiste en un verinage (levage) de l'ouvrage pour assurer le remplacement des 91 appareils d'appui initiaux, qui intervient après une durée de vie de 50 ans et visant à leur renouvellement pour les 50 prochaines années. D'autre part, le processus de réalisation de ces travaux de réparation et d'entretien (et par conséquent des travaux connexes et préparatoires nécessaires, résultant

directement de la solution retenue) se trouve directement dépendant des moyens et de la technicité propre des entreprises. Ces éléments justifient par conséquent de la nécessité absolue d'associer l'entrepreneur aux études de conception pour rechercher et concevoir une solution de réparation compatible avec les différentes contraintes spécifiques à cet ouvrage unique ainsi que pour s'assurer de la faisabilité des travaux de réparation et d'entretien envisagés.

Enfin, l'A13, au niveau du viaduc de Saint-Cloud, avec ses 120 000 véh/j dont 6% de PL, constitue un axe majeur du trafic francilien soumis à de fortes contraintes quant à la programmation et à la durée des fermetures possible de cet axe. La programmation pluriannuelle de l'exploitation et des fermetures du réseau francilien a aujourd'hui arrêté la possibilité d'une fermeture complète de l'ouvrage à la circulation (24h/24 – 7j/7) sur la période du 01^{er} juillet 2027 au 31 août 2027, imposant ce créneau pour l'exécution de tout ou partie des prestations.

Les missions du présent marché d'AMO sont exclusives pour les personnes physiques et morales des missions de maîtrise d'œuvre intégrée du futur marché de conception-réalisation.

1.3. Contenu de la mission d'AMO – Prestations objet du marché

Dans le cadre de sa mission d'assistance au maître d'ouvrage, le titulaire du présent marché aura en charge, une mission générale d'assistance à maîtrise d'ouvrage (assistance technique, administratives, juridique et financière) composée :

- De **quatre** phases découpées en série, qui constituent des parties techniques au sens de l'article 22 du CCAG-PI. Il peut y avoir recouvrement partiel entre certaines phases ;
- D'une mission d'ordonnancement, pilotage, coordination à l'échelle de la fermeture globale et complète de la section d'autoroute A13 qui sera nécessaire à la réalisation des prestations objet du marché de conception-réalisation ;
- De prestations complémentaires unitaires d'expertises techniques ou juridiques, visant à appuyer le Maître d'ouvrage par des expertises indispensables et nécessaires à la bonne exécution de l'opération sur des points particuliers ;
- De l'analyse des risques et de leur suivi, réputé incluse dans les prestations définies ci-dessus.

1.3.1. Définition synthétique des phases

Les phases (parties techniques) du présent marché sont les suivantes :

- Phase 1 : Consultation des entreprises (phases de candidatures et offres, y compris négociation), mise au point du marché de conception-réalisation et prestations liées ;
- Phase 2 : Suivi d'exécution des prestations en phase de Conception et prestations liées ;
- Phase 3 : Suivi d'exécution des prestations en phase de Réalisation et prestations liées ;
- Phase 4 : Assistance pendant la garantie de parfait achèvement et prestations liées ;

Le contenu détaillé des prestations objet des différentes phases est défini par l'Article 3 - *DETAIL DES PRESTATIONS ATTENDUES* du CCTP du présent marché.

1.3.2. Autres prestations / Expertises

La forme de l'accord-cadre peut le permettre par la mobilisation de vacations, la conduite de prestations d'expertises indispensables et nécessaires à la bonne exécution de l'opération, quelle que soit leur nature.

1.3.3. Identification, analyse et prévention des risques

Quelle que soit la nature de la prestation objet d'un bon de commande, le titulaire dispose d'un devoir de conseil envers le Maître d'ouvrage, étendu à l'identification, l'analyse et la prévention des risques, au titre duquel il assure :

- L'identification des risques susceptibles de se produire, qu'ils soient techniques, financiers, juridiques ou calendaires, l'évaluation de leur probabilité d'occurrence et de leurs impacts sur le projet ;
- La proposition d'actions de traitement pour les risques considérés ;

Une attention particulière sera portée à la gestion des interfaces avec les demandes ou contraintes fixées par les partenaires extérieurs (VNF, CD92, Commune de Saint-Cloud et de Boulogne-Billancourt).

Selon les attentes du maître d'ouvrage ou lorsque l'analyse du titulaire conduit à l'identification de risques particuliers ou significatifs, le maître d'ouvrage pourra solliciter la conduite de prestations complémentaires portant spécifiquement sur la gestion des risques, dans le cadre des prestations définies à l'article 1.2.2 – *Autres prestations / Expertises* du présent CCTP.

1.3.4. Exclusions

Sont exclues du présent marché les prestations suivantes :

- les expertises environnementales et toutes démarches afférentes à l'obtention d'autorisations environnementales, à la loi sur l'eau ou à la concertation avec le public.
- les tâches liées à la consultation des entreprises ou prestataires qui sont assurées en propre par la DRIEAT : saisine de la plate-forme régionale des achats de l'État, saisine du responsable ministériel des achats, publication des avis d'appel à la concurrence, relais auprès du titulaire des questions posées sous PLACE par les candidats et envoi des réponses qui y sont apportées, rédaction des rapports de présentation de marchés, procédures d'engagement comptable ;
- le visa des documents d'exécution du marché de travaux, qui relève de la responsabilité du MOE intégré du marché de conception-réalisation ;
- les prestations relatives aux actions de communications pour lesquelles la DiRIF dispose d'un marché dédié.

1.4. Fonctionnement général de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est mono-attributaire et s'exécute par l'émission de bons de commande.

Les prestations objet des phases 1 à 4 sont rémunérées par application d'un prix forfaitaire valant rémunération de l'ensemble des prestations nécessaires à l'exécution de la phase correspondante.

1.5. Lieux d'exécution

Les prestations seront exécutées en Île-de-France pour les prestations nécessitant des déplacements. L'ouvrage sur lequel portera la présente mission d'Assistance à Maîtrise d'ouvrage est localisé dans le Département des Hauts-de-Seine (92), sur les communes de Saint-Cloud et de Boulogne-Billancourt.

1.6. Décomposition en tranches et en lots

Le présent marché n'est pas alloti.

Il ne fait pas l'objet d'une décomposition en tranches.

1.7. Représentation de l'acheteur

1.7.1. Représentation de l'acheteur

Pour l'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par le directeur de la Direction des Routes d'Île-de-France (DiRIF) et par le chef du Service de la Gestion Patrimoniale du Réseau (SGPR).

Pour la passation et l'exécution des bons de commande, l'acheteur est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par le chef du Service de la Gestion Patrimoniale du Réseau (SGPR), ou par le Chef du Département Ouvrages d'Art (DOA), pour assumer les fonctions suivantes :

- Réception des communications du titulaire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG PI) ;
- Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG PI) ;
- Notification des ordres de services et communications du Représentant de l'Acheteur (article 3.8 du CCAG PI) ;
- Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 3-3 du CCAG PI).
- Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG PI) ;
- Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG PI) ;
- Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 28 du CCAG-PI) ;

1.7.2. Autres intervenants liés à l'acheteur

1.7.2.1. Contrôle extérieur et prestataires d'étude

L'acheteur mandatera un ou plusieurs organismes extérieurs (CEREMA, bureau d'étude, prestataire...) afin d'assurer les missions de contrôle extérieur portant sur le marché de conception-réalisation.

Pour l'exécution de prestations de type investigations préalables (ex : sondages géotechniques, des carottages de chaussées, ...), ou encore la réalisation de contrôle extérieur ou environnemental, l'acheteur dispose de différents contrats avec des prestataires désignés que le titulaire pourra être amené à mobiliser dans le cadre de ses différentes missions.

1.7.2.2. **Exploitants**

L'exploitation de l'autoroute A13 (voie portée) est assurée par l'Arrondissement de Gestion de la Route Ouest (AGER Ouest) / Unité d'Exploitation de la Route (UER) de Nanterre / Centre d'Entretien et d'Intervention (CEI) de Boulogne/Rocquencourt. Il est associé en continu aux modalités de définition et de programmation de l'opération dès lors que les dispositions impactent les modalités d'exploitation de l'axe concerné. D'autres services de la DiRIF sont susceptibles d'être mobilisés en opportunité, tel que le Service Trafic Tunnel (STT) pour les dispositions relatives au trafic et à l'impact des mesures envisagées sur les conditions de circulation, ainsi que la programmation des fermetures au titre de la coordination régionale, ou encore la mission communication.

Les exploitations des voies franchies ainsi que les gestionnaires des domaines publics concernés interviendront pour la définition des mesures applicables aux ouvrages et emprises relevant de leur responsabilité. Il s'agira :

- Du Conseil Départemental des Hauts de Seine (CD92)
- De la Commune de Saint-Cloud
- De la Commune de Boulogne Billancourt

1.7.2.3. **Coordonnateur SPS**

Un marché de coordination sécurité et protection de la santé (SPS) sera conclu par le maître d'ouvrage pour les phases de conception et de réalisation de l'ensemble de l'opération.

L'opération relève de la catégorie 1 définie par l'article R.4532-1 du Code du travail.

Le titulaire du présent marché met en œuvre les principes généraux de prévention définis aux 1°, 2°, 3°, 5°, 6° et 8° de l'article L.4121-2 du Code du travail.

1.7.2.4. **Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC)**

Les travaux objet du marché de Conception-Réalisation seront dévolus en un marché unique, dont l'OPC, à l'échelle de ce dernier, est assuré par le titulaire de ce marché de travaux.

La fermeture complète à la circulation de l'autoroute A13, sur la période du 26 juin au 03 septembre 2027, pour les besoins du marché de Conception-Réalisation, objet du présent marché d'AMO, impliquera la fermeture de cet axe dans les 2 sens de circulation sur une section d'un linéaire d'environ 8 km. Les emprises de l'ouvrage seront intégralement mises à disposition du titulaire, sans aucune limitation.

Le périmètre de cette fermeture est tel qu'il permet, outre la réparation du Viaduc de Saint-Cloud, la conduite, par le CD 92, d'une opération de réhabilitation (démolition / reconstruction) d'un Passage Supérieur franchissant l'A13. Les deux opérations ne présentent aucune interaction entre elles en dehors de la mutualisation de la fermeture estivale de l'A13.

La DiRIF se réserve par ailleurs la possibilité d'exécuter d'autres opérations de travaux (en cours de définition), sur le périmètre des voies fermées à la circulation et qui ne seraient pas nécessaire au marché de Conception-Réalisation, dans une démarche d'optimisation de la fermeture pour les différents besoins d'entretien (Entretien spécialisé d'ouvrages d'art, réfection des chaussées...). Cette possibilité implique néanmoins la potentielle mutualisation d'accès et le besoin d'anticipation et de gestion des éventuelles interfaces entre ces opérations.

Ainsi la conduite d'une mission OPC à l'échelle de la section d'autoroute A13 qui sera fermée à la circulation constitue une prestation à part entière du présent marché, définie à l'Article 3 – *Détail des prestations attendues du CCTP* du présent marché.

1.7.2.5. **Facilitateur social**

L'opération donnera lieu à la mise en œuvre d'une action d'insertion par l'emploi sur le volet travaux du marché de conception-réalisation.

La mission sera assurée par :
Ensemble Paris Emploi Compétences (EPEC)
Valentin SOUCHARD - Chargé de Projets Clauses Sociales et Relation Entreprises
18 Rue Goubet – 75019 Paris
Tel : 01 84 79 00 19 – Port : 07 57 76 85 71
Mel : valentin.souchard@epec.paris

Les dispositions appliquées seront celles des articles L.2112-2 et R.2111-10 du CCP : l'insertion ne sera pas un critère de choix de l'entreprise attributaire du marché de travaux, mais une obligation contractuelle qui sera fixée à une fraction du temps de main d'œuvre, avec une clause de pénalité en cas de non-atteinte de cet objectif.

1.7.2.6. **AMO en communication**

Le maître d'ouvrage dispose d'un accord-cadre à bons de commande pour ses besoins de communication sur les opérations routières.

Le titulaire du présent marché remettra à cet AMO en communication, en format source, tout document qui pourra être utile, notamment pour l'élaboration du dossier de concertation publique.

1.7.3. **Conduite des prestations par une personne nommément désignée**

La conduite du présent marché et des prestations qui en découlent fait l'objet d'un pilotage par une personne nommément désignée chargée d'être l'interlocutrice unique de la DiRIF tant sur l'exécution du contrat que sur l'exécution des prestations.

Cette personne physique, ingénieur expert en génie civil, est désignée par le titulaire comme « chef de projet » pour le représenter dans toutes les relations avec le représentant de l'acheteur. Son identité et sa qualité sont précisées dans l'offre du titulaire.

Le titulaire désigne en outre un suppléant, également ingénieur expert en génie civil, en capacité de se substituer en cas d'empêchement majeur du chef de projet.

L'entreprise s'engage à assurer une continuité de service lors des périodes de congés des interlocuteurs désignés.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI, lorsque le(la) chef(fe) de projet n'est plus en mesure d'accomplir ses fonctions, le titulaire doit :

- en avisant, sans délai, le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ; lesquelles doivent s'exécuter sans discontinuités
- proposer au RA un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI susvisé, tout remplacement unilatéral intervenu, sans en avoir avisé, au préalable et au moins 7 jours calendaires avant le remplacement effectif, le pouvoir

adjudicateur, est susceptible d'entraîner l'application des pénalités prévues à l'article 10 du présent document.

À défaut de proposition de remplaçant par le titulaire dans le délai de quinze jours à compter de la date d'envoi de l'avis de retrait du référent initial par le titulaire, ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, les pénalités prévues à l'article 10 du présent CCAP pourront être appliquées.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le maître d'ouvrage se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à le justifier, de demander le remplacement de l'un ou de plusieurs des membres de l'équipe projet désignés à la signature du marché.

Le titulaire s'engage à proposer un autre prestataire dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la notification du maître d'ouvrage.

Le défaut de remplacement dans les délais susvisés peut également entraîner la résiliation du marché dans les conditions prévues à l'article 11 du présent et conformément à l'article 39 du CCAG PI.

Pour le présent accord-cadre, en application de l'article R.2142-24 du CCP, du Code de la commande publique, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans la candidature et dans l'offre comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur et coordonne les prestations des membres du groupement.

Toute notification d'une décision ou communication du RPA est adressée au mandataire qui a seule qualité pour présenter des réserves.

1.8. Notification des décisions

En application de l'article 3.1 du CCAG-PI, les écrits et communications courants prévus pour l'exécution de l'accord-cadre pourront être réalisés par des supports ou échanges électroniques. Les ordres de service et les communications à caractère contractuel entre la maîtrise d'ouvrage et le titulaire pourront être transmis par voie électronique ou par voie postale.

Les communications et informations entre le titulaire de l'accord-cadre, d'une part et le représentant du maître d'ouvrage d'autre part, sont faites dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 3.1 précité du CCAG-PI.

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG PI, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui est utilisée pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG PI, pour la bonne exécution des prestations, les parties veillent tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses courriels indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci-après

1.8.1. Utilisation des fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation du RPA

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur pourra procéder à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plateforme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assure la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire.

Ces accusés de réception sont générés par PLACE, et permettent de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

Dans ce cas et par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception par le titulaire de l'échange électronique.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG PI, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les trois huit calendaires à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents sont réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

1.8.2. Hors utilisation des fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation du RPA

1.8.2.1. Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours

Dans ce cas, les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures.

Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçue 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

1.8.2.2. Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures

Dans ce cas, les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçue 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

1.9. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1.9.1. Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à 4.3 du présent CCAP.

1.9.2. Sites sensibles

Sans objet.

1.9.3. RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.3 du présent CCAP.

1.10. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

1.10.1. Dispositions générales

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du maître d'ouvrage, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du maître d'ouvrage, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG PI.

En application de l'article D.8222-5 du Code du travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article. À cette fin, il dépose les pièces et attestations concernées sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le ministère, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.com>

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du code du travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du code du travail.

1.10.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1.10.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du code du travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du code du travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du code du travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R2193-1 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »

En application de l'article L.1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1.10.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L.1262-1-1 et R.1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R.1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R.1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - Les salariés détachés par ses soins,
 - Les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - Ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang,
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG PI.

1.11. Responsabilités et Assurances

Conformément à l'article 9-2 du CCAG PI, les titulaires doivent fournir une attestation, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci.

Ils doivent adresser ces attestations au maître de l'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission.

Sur simple demande du maître d'ouvrage, le titulaire devra justifier, y compris pour ses éventuels sous-traitants, qu'il a acquitté ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent projet sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Il notifiera au maître d'ouvrage toutes modifications affectant son contrat d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc.).

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 30 du CCAG PI, les prestations ne font pas l'objet d'une garantie technique.

1.12. Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1.13. Clauses sociales et environnementales

1.13.1. Clause d'insertion par l'activité économique

Sans objet.

1.13.2. **Clauses environnementales**

Une partie des réunions avec le titulaire pourra se faire téléphoniquement ou via des dispositifs de visioconférence pour limiter les déplacements, et les transports en commun devront être privilégiés dès que cela est possible.

Sauf exception dûment justifiée par une impossibilité logicielle, les documents de travail sont exclusivement diffusés par le titulaire par courrier électronique, au format Acrobat (pdf), et présentés en réunions par documents numériques.

Les documents du marché et notamment le CCTP fixent des conditions environnementales d'exécution définies aux articles 2.8 - Exigences environnementales.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

2.1. Pièces contractuelles de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité, les suivantes :

A - Pièces particulières

- **L'acte d'engagement** et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du représentant de l'acheteur fait seul foi (daté et signé par les représentants habilités des parties) ;
- Le présent **Cahier des Clauses Administratives particulières (CCAP)** et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du représentant de l'acheteur fait seul foi ;
- Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)** dont l'exemplaire original conservé dans les archives du représentant de l'acheteur fait seul foi ;
- Le bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPUF) ;
- La note d'organisation décrivant l'organisation proposée pour répondre aux besoins du présent marché **désignant le chef de projet et son suppléant qui seront affectés à la conduite des prestations**, document constitutif du mémoire technique remis à l'appui de l'offre.

B - Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI) issu de l'arrêté du 30 mars 2021
- Les normes en vigueur, guides, notes techniques et recommandations ministérielles et plus généralement tout document afférent aux règles de l'art dans le domaine des prestations objet du marché.

2.2. Engagements unilatéraux du titulaire

À l'appui de son offre, le titulaire a présenté les documents listés à l'article III du Règlement de la Consultation qui constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis du maître d'ouvrage qui pourront par conséquent à tout moment, exiger du titulaire le strict respect des dispositions contenues dans ces documents.

En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux du titulaire, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser les prestations différeraient de ceux qu'il avait décrits dans ses documents.

2.3. Bons de commande

2.3.1. Émission et exécution des bons de commande

Le chef de projet désigné pour l'exécution de présent accord-cadre est l'interlocuteur de référence unique de maître d'ouvrage pour l'organisation, la préparation, l'exécution et la réception des commandes.

Les bons de commande sont émis par le maître d'ouvrage à la survenance des besoins.

Les bons de commandes afférentes aux prestations objet des Phases 1 à 4 suivent l'exécution du marché de conception-réalisation relatif à la réfection de l'étanchéité et le remplacement des appareils d'appui du viaduc de Saint-Cloud sur la RN13.

L'émission des bons de commandes relatifs aux autres prestations et expertises pourront être précédé d'un échange préalable visant à évaluer les quantités prévisionnelles nécessaires à la bonne exécution des prestations.

Les bons de commande pourront être adressés par courriel pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8 h au vendredi 18 h.

Les bons de commande précisent :

- La désignation des prestations à réaliser ;
- La quantité commandée par prestations ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Le montant par prestations ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Les conditions d'exécution ;
- Le délai d'exécution/de livraison ;
- La référence du marché
- Les informations relatives à la facturation (n° SIRET de l'État, Code du service exécutant, numéro d'engagement juridique du bon de commande).

Le bon de commande signé par le RA ou le représentant de la DiR IF habilité est notifié à l'entreprise dans les conditions définies à l'article 1.8 - *Notification des décisions* du présent CCAP

L'acheteur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

Par dérogation à l'article 13.1.2 du CCAG PI, le délai d'exécution du bon de commande peut partir de la date précisée dans la décision du RPA pour commencer l'exécution de celui-ci.

2.3.2. Modification ou annulation d'un bon de commande

L'administration peut à tout moment annuler un bon de commande, qu'il ait ou non reçu un commencement d'exécution, ou le modifier en diminuant ou en augmentant la quantité des prestations commandées, ou en ajoutant des prestations non prévues initialement au bon de commande.

L'annulation ou la modification d'un bon de commande est notifiée au titulaire suivant les modalités de l'article 1.8 du présent CCAP. La modification d'un bon de commande est en outre appuyée par un bon de commande rectificatif qui annule et remplace le bon de commande initial.

L'annulation ou la réduction d'un bon de commande n'est assortie d'aucune indemnité pour le manque à gagner. Mais le RPA doit rembourser les dépenses que le titulaire a éventuellement engagées en vue de l'exécution du bon de commande initial. Le titulaire appuie sa demande de remboursement en fournissant tous les justificatifs permettant de constater l'état d'avancement des prestations. L'indemnisation est strictement proportionnée à l'avancement effectif de l'exécution des prestations annulées.

ARTICLE 3. AVANCE - PRIX – VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec montant maximum.

3.1. Avance

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire du marché lorsque le montant initial hors taxe du montant du bon de commande est supérieur ou égal à 50000 € HT, et que sa durée d'exécution est supérieure ou égale à 2 mois. Elle n'est due que sur la base du montant du bon de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 5% du montant minimum TTC du bon de commande si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 5.3.3 ci-après compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande (date de notification).

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RA. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

3.2. Contenu des prix - Règlement des comptes

3.2.1. Contenu des prix

Les prix de l'accord cadre sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché.

Les prix affichés au bordereau des prix sont fermes.

Les prix sont établis tous frais compris. Ils comprennent notamment, sans que cette liste soit limitative, toutes charges fiscales, parafiscales ou autres, le coût des frais de réunion, de déplacement, d'hébergement, de restauration, de fourniture de la documentation relative à l'exécution des prestations.

En cas de co-traitance, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectués par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice

Tout prix nouveau fait l'objet d'un OS signé du RA ou d'un avenant.

3.2.2. **Modalités du règlement des comptes du marché**

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

Les prestations sont payées sur présentation de chaque demande de paiement par le titulaire (factures) dans les conditions fixées par l'article 4.2.3 du présent CCAP.

En application des articles 11.4.5 et 11.8.1 du CCAG PI, si une partie des prestations objet du bon de commande à laquelle tout ou partie des prix se rapportent n'est pas achevée, le titulaire peut demander au RA le règlement partiel définitif des prestations exécutées. Le RA peut alors effectuer un règlement partiel définitif des prix correspondant aux prestations exécutées ou des fractions de prix égales au pourcentage d'exécution des prestations. Dans ce cas, la demande de paiement établie par le titulaire indique le détail des prestations réalisées. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement

3.2.3. **Modalités de transmission et de paiement**

3.2.3.1. **Modalités de transmission des pièces de paiement**

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter :

- Les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP
- Ainsi que :
 - Le numéro de marché
 - Le numéro de SIRET de l'Etat
 - Le code du service exécutant de la dépense, figurant sur le bon de commande
 - Le numéro d'engagement juridique (EJ) du bon de commande, figurant sur le bon de commande

Chaque facture déposée par le titulaire ne devra se rapporter qu'à un seul bon de commande. En conséquence, le titulaire devra présenter autant de factures que de bons de commandes sur lesquels un paiement lui est dû.

3.2.3.2. **Modalités de paiement**

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3.3.Variation dans les prix

Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3.3.3 et 3.3.4. ci-après :

3.3.1.Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m0).

3.3.2. Choix de l'index de référence

L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour la révision des travaux faisant l'objet du marché pour l'ensemble des prix de l'accord cadre est l'index :

ING : Ingénierie

Il est publié :

- sur le site internet de l'INSEE ou du ministère en charge du calcul des index;
- au Bulletin Officiel du ministère en charge du calcul des index BTP.

3.3.3. Modalités de révision des prix

La révision des prix est annuelle, elle est effectuée à la date anniversaire de la notification du marché.

Le coefficient d'actualisation **Cn** applicable pour le calcul est donné par la formule ci-après :

$$Cn = Id / Io$$

avec :

- **Io** = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois m0 ;
- **Id** = valeur de l'index ING associée à l'émission du bon de commande, selon la définition ci-après :
 - Jusqu'à la date de 1er anniversaire de la notification du marché, les prestations seront rémunérées selon les montants de prix indiqués dans le BPUF (**Id** = **Io**).
 - Pendant la 2e année du marché, la valeur **Id** de l'index sera celle du mois postérieur d'un an à m0.
 - Pendant la 3e année du marché, la valeur **Id** de l'index sera celle du mois postérieur de deux ans à m0.

- Pendant la 4^e année du marché, la valeur **Id** de l'index sera celle du mois postérieur de trois ans à m0.

La valeur des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée à la date d'émission du bon de commande afférent à l'exécution des prestations concernées

L'entreprise devra adresser à l'Acheteur, avant la date anniversaire du marché, une proposition de bordereau des prix révisé. Le délai de validation du RA est de 1 mois. Si le RA ne répond pas sous 1 mois, la proposition est réputée comme acceptée, sauf erreur manifeste dans l'application des conditions d'actualisation.

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne fait pas connaître sa proposition de révision de prix à la date prévue et sans que l'acheteur ne soit tenu de relancer le titulaire, les prix sont réputés reconduits. Cependant, si la révision est négative, le représentant de l'acheteur se réserve le droit de l'appliquer d'office.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur conformément à l'article 10.2.3 du CCAG.

3.3.4. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3.4. Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE ET DELAIS D'EXECUTION – PENALITES, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

4.1. Durée de l'accord-cadre

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

Le marché prend fin, sous réserve de la réception de l'ensemble des prestations commandées par l'acheteur, à la plus tardive des deux dates suivantes :

- à l'issue du délai de garantie de parfait achèvement du marché de conception-réalisation objet de l'assistance à maîtrise d'ouvrage ;
- A l'issue du traitement de toute réclamation ou procédure, qu'elle soit amiable ou judiciaire.

Sans dépasser une durée maximale de 48 mois.

4.2. Délais d'exécution des bons de commande

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG PI, et sous réserve des dispositions de l'article 2.1 du présent CCAP en cas de commande urgente, le point de départ du délai d'exécution des bons de commande commence à courir le jour de la notification du bon de commande au titulaire par le RPA.

Le délai d'exécution des bons de commande est fixé par le pouvoir adjudicateur.

Les délais d'exécution des bons de commande objet des phases 1 à 4 résulteront des délais du marché de conception-réalisation.

Le non-respect des délais d'exécution peut entraîner l'application de pénalités de retard selon les modalités de l'article 6.2 du présent CCAP relatif aux pénalités de retard.

Les bons de commande doivent être émis pendant la période de validité du marché. Leur délai d'exécution ne peut excéder la durée de validité du marché majorée de 6 mois.

Les prestations objet des phases 1 à 4 font l'objet de délais spécifiques applicables à l'exécution des prestations élémentaires nécessaires à la bonne exécution de la prestation globale. Les délais applicables à ces différentes prestations élémentaires sont définis à l'article 2.5 – *Délai d'exécution des prestations élémentaires* du CCTP du présent marché.

Lorsque les délais applicables à une prestation élémentaire ne sont pas définis par les documents du marché, ils seront, au tant que de besoin, définis par le maître d'ouvrage qui informera le titulaire du délai fixé pour l'exécution de la prestation lors de sa sollicitation.

Le titulaire pourra formuler des observations motivées sur le délai proposé, en vue de la proposition par ses soins d'un nouveau délai. Faute d'observations formulées dans les 48 h ouvrés sur le délai proposé par le Maître d'ouvrage, ce délai sera considéré comme applicable à la prestation élémentaire considérée. En cas de proposition d'un délai alternatif par le titulaire, et à défaut de réponse formelle du Maître d'ouvrage formulées dans les 72 h ouvrés suivant la proposition du titulaire, ce délai sera considéré comme tacitement approuvé par le Maître d'ouvrage sous réserve qu'il ait été effectivement motivé par le titulaire.

4.3.Pénalités

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire et elles se cumulent.

4.3.1.Pénalités pour retard d'exécution

4.3.1.1. Pénalité pour non-respect du délai d'exécution global du bon de commande

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI, les pénalités pour retard sont calculées par application de la formule suivante : $P = V \times R \times 0,02$ dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Les autres dispositions de l'article 14.1 du CCAG PI sont applicables.

4.3.1.2. Pénalité pour non-respect du délai d'exécution d'une prestation élémentaire

En cas de non-respect du délai d'exécution d'une prestations élémentaires défini à l'article - 2.5 Délais d'exécution et prestations élémentaires du CCTP du présent marché, il sera fait application d'une pénalité de retard composée :

- D'une pénalité forfaitaire d'un montant de cent (100) euros ;
- Complétée par une pénalité journalière de dix (10) euros par jour calendaire de retard

Cette pénalité est applicable à pour chaque prestation élémentaire nécessaire à la bonne exécution de la prestation globale. Les pénalités sont par conséquent cumulables.

Cette pénalité s'applique également dans une reprise d'une prestation élémentaire suite à l'avis du maître d'ouvrage.

4.3.2. Autres pénalités

Pénalité pour changement de Chef de projet sans accord préalable du Maître d'Ouvrage :

- La pénalité pour changement de personne physique désignée par le titulaire est de mille (1 000) euros HT par occurrence pour le Chef de Projet.

Pénalité pour absence à une réunion :

- La pénalité pour non-participation du Chef de projet ou de la personne désignée par ses soins à une réunion prévue au contrat est de cinq cent (500) euros HT par absence

Pénalité pour non-respect de l'obligation de confidentialité et devoir d'alerte au titre du RGDP :

- En cas de non-respect de l'obligation de confidentialité ou de défaut dans la mise en œuvre du devoir d'alerte définis à l'article 1.9 du présent CCAP, il sera fait application d'une pénalité forfaitaire d'un montant de 10 000 € HT.

4.4.Primes

Sans objet

4.5.Retenue de garantie

Sans objet.

ARTICLE 5. EXECUTION DU MARCHE ET DES BONS DE COMMANDE

5.1. Personnel et moyens du titulaire

Le personnel du titulaire doit posséder les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui lui sont confiées.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des espaces ou des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Lors des interventions sur les emprises de l'opération, le personnel du titulaire et les sous-traitants éventuels sont soumis :

- Aux dispositions générales prévues par la législation des travailleurs ;
- Au règlement intérieur de l'établissement d'exploitation ;
- Aux dispositions définies à l'article 4 du CCTP du présent marché.
- Aux dispositions de l'article 5 du CCAG PI.

5.2. Relations avec le coordonnateur SPS

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.

Pour l'analyse des offres de conception-réalisation, le titulaire consulte si besoin est le coordonnateur SPS et intègre son avis dans le rapport d'analyse des offres.

5.3. Réunions

Les réunions qui seront organisées par le Maître d'ouvrage technique au titre des missions de phases 1 à 4 se tiendront à son initiative, au Pré-Saint Gervais (93), avec un délai de préavis d'une semaine.

Le titulaire rédigera et adressera les comptes rendus de ces réunions par messagerie électronique, sous un délai d'une semaine, au Maître d'ouvrage technique et aux personnes désignées par ses soins selon les sujets abordés en réunion, pour avis.

Si au-delà d'une semaine après réception, le projet de compte rendu n'a fait l'objet d'aucune observation du Maître d'ouvrage technique, il sera considéré comme accepté par tous. Dans le cas contraire, le titulaire intégrera les modifications et assurera la diffusion à l'ensemble des destinataires.

Les réunions d'étude qui seront organisées hors de la présence du Maître d'ouvrage technique, en fonction de la méthode de travail qu'aura proposée le titulaire au stade de la remise d'offre, se tiendront à son initiative, avec un délai de préavis de deux semaines. Elles ne font pas l'objet d'une rémunération spécifique.

5.4. Présentation des rendus

Les différentes productions attendues au sont remis au maître d'ouvrage pour vérification et réception.

Les documents sont transmis en version électronique (dans un format adapté à la nature du document et lisible par le maître d'ouvrage) et des exemplaires en version papier pourront être réalisés mais uniquement à la demande du maître d'ouvrage afin de limiter l'impact sur l'environnement.

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit de reproduction des documents dans le cadre de l'opération envisagée et le droit de demander au titulaire les livrables en version numérique modifiable.

5.5. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Si le titulaire présente une demande de sous-traitance postérieurement à la notification du marché, il remet contre récépissé à l'acheteur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration mentionnant la nature des prestations sous-traitées, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance (et, le cas échéant, les modalités de variation des prix) et, le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie. Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant en produisant soit l'exemplaire unique du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont alors constatés par un acte spécial signé des deux parties (formulaire DC 4 téléchargeables sur : <https://www2.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Si le titulaire envisage de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct l'exécution de prestations pour un montant supérieur à celui qui a été indiqué dans le marché ou l'acte spécial, ou s'il envisage de modifier la répartition des prestations entre lui-même et les sous-traitants payés directement ou entre les sous-traitants eux-mêmes, il demande la modification de l'exemplaire unique du marché.

Si cet exemplaire a été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne peut être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché.

Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents exigés vaut acceptation de l'augmentation ou de la nouvelle répartition des prestations sous-traitées.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par les articles R.2193-3 et 4 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-11-3 du présent CCAP.

5.6.Ordres de services

Les dispositions de l'article 3.8 du CCAG PI sont applicables.

ARTICLE 6. ACHÈVEMENT DES PRESTATIONS

6.1. Arrêt en fin de phase

L'engagement des prestations objet d'une phase quelle qu'elle soit est déclenchée par la notification du bon de commande correspondant.

En l'absence de ce bon de commande, les prestations sont *de facto* arrêtées en fin de phase précédente.

6.2. Admission

Il est fait application des articles 28 et 29.1 du CCAG.

6.3. Réfaction

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG, la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 43 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du pouvoir adjudicateur.

Si le titulaire formule des observations, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

6.4. Aajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le RPA et soumis aux dispositions de l'article 6.2 ci-dessus.

Par dérogation au 3^e alinéa de l'article 29.4.1 du CCAG, le silence du maître d'ouvrage ne vaut pas décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le RPA dispose, pour admettre les prestations après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

6.5. Rejet

Suite à une décision de rejet, le RPA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

ARTICLE 7. PROPRIETE INTELLECTUELLE

7.1. Définitions

En complément de l'article 32 du CCAG PI, les « résultats » désignent notamment les études, inventions, dessins, maquettes, logiciels, les documents écrits ou graphiques sur support matériels ou électroniques, ainsi que les prestations de direction, d'examen, de vérification et de gestion utiles à la réalisation et à l'exploitation, par d'autres opérateurs économiques, des ouvrages ou équipements visés par le marché.

7.2. Régime des connaissances antérieures

Les dispositions de l'article 33 du CCAG PI sont applicables quant au régime général des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards.

7.3. Régime des résultats

L'article 35 du CCAG PI s'applique.

Toutes les études et tous les documents produits en exécution du présent marché seront la propriété de l'État.

Le titulaire ne pourra utiliser tout ou partie des résultats des études faisant l'objet du présent marché qu'avec l'accord préalable de l'administration.

ARTICLE 8. RÉSILIATION

8.1. Résiliation

Les dispositions des articles 36 à 42 du CCAG PI sont applicables.

8.2. Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particulier

Les dispositions de l'article 39 du CCAG PI sont applicables

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le maître d'ouvrage des informations énumérées à l'article 3.4.2 du CCAG PI, complétées par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1.h du CCAG PI.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG PI, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et 4 du code de la commande publique peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché par décision du maître de l'ouvrage signataire du marché aux frais et risques du déclarant dans les conditions de l'article 36 du CCAG PI.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail conformément aux articles R.2143-6 à 10 du CCP, le maître de l'ouvrage signataire du marché peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

ARTICLE 9. LITIGE

Tout différent pouvant survenir à propos du présent accord cadre ou dans l'exécution d'un marché subséquent et ne pouvant être réglé à l'amiable sera de la compétence du tribunal administratif de PARIS.

Tribunal administratif de Paris

7 rue de Jouy

75 181 Paris cedex 04

Tél. : 01 44 59 44 00 / Télécopieur : 01 44 59 46 46

Courrier électronique (courriel) : greffe.ta-paris@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L.) : [http\(s\)://paris.tribunal-administratif.fr](http(s)://paris.tribunal-administratif.fr)

ARTICLE 10. DÉROGATIONS AUX CCAG

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants :

Article du présent CCAP	Déroge à l'article
1.7.3	3.4.3 du CCAG PI
1.8.1	32.1 du CCAG PI
1.11	30 du CCAG PI
2.1	4.1 du CCAG PI
2.3.1	13.1.2 du CCAG PI
4.	14.1.3 du CCAG PI
4.2	3.2.1 du CCAG PI
4.3.1	14.1 du CCAG PI
6.3	29.3 du CCAG PI
6.4	29.4.1 du CCAG PI